

Les élections québécoises de 2018 : victoire du fédéralisme ou de l'individualisme ?

Jean Leclair

Version française de « QUÉBEC 2018: ¿Victoria del federalismo o del individualismo ?" Agenda_publica, le 13 octobre 2018:

<http://agendapublica.elperiodico.com/quebec-2018-victoria-del-federalismo-o-del-individualismo/>

La [dernière élection au Québec](#) a porté au pouvoir un tiers parti — la Coalition Avenir Québec (CAQ) créée en 2011, chose qui ne s'était pas vue depuis l'élection du Parti Québécois (PQ) en 1976 (la CAQ a obtenu 74 sièges sur 125 et 37,42% des voix). Cette victoire s'est exercée aux dépens du Parti Libéral du Québec (PLQ) qui, au moment de l'élection, avait exercé le pouvoir de manière presque ininterrompue pendant 15 ans (32/125 sièges ; 24.82% voix). Cette élection a également confirmé la marginalisation du PQ, le grand porte-étendard de l'indépendance depuis les années 1970 (9/125 sièges ; 17.06% voix). Enfin, autre surprise, Québec solidaire (QS), parti dont l'existence est elle aussi très récente (2006), a vu sa députation passer de 3 à 10 députés (16,10% voix), soit un de plus que le PQ. En somme, 84 des 125 députés nouvellement élus proviennent de partis qui n'existaient pas il y a à peine 13 ans.

Pour la première fois en 42 ans, l'alternance du pouvoir entre le PLQ et le PQ a été brisée. Pour la première fois depuis la même date, un parti non souverainiste doit sa victoire à un électorat presque exclusivement francophone. Au lendemain de sa victoire, François Legault, chef de la CAQ [s'est dit heureux d'avoir pu rassembler les Québécois](#) par-delà l'opposition fédéraliste-souverainiste. Son parti, rappelons-le, a banni l'idée de l'indépendance, cherchant plutôt à obtenir plus d'autonomie pour le Québec à l'intérieur du Canada.

Autre dimension historique de cette élection, le taux de participation de 66,45% y a été le plus bas depuis 70 ans. Seul deux électeurs sur trois sont allés voter.

Qu'est-ce qui explique ce résultat ?

Sur toutes les tribunes, on a entendu parler de la volonté de « changement » que désirait un grand nombre d'électeurs. Un changement qui passait avant tout par le départ du PLQ, au pouvoir depuis plus de 15 ans (si on exclut le gouvernement péquiste de Pauline Marois entre septembre 2012 et avril 2014). [Chose intéressante](#), ce sont dans les circonscriptions-bastions du PLQ que l'on a enregistré la plus grande proportion d'abstentionnistes. Les électeurs du PLQ auraient donc eux-mêmes abandonné leur parti, sans pour autant avoir transféré leur vote à la CAQ ou à QS.

Cette volonté de changement s'est également traduite par un refus de redonner le pouvoir au PQ. Afin de rassurer l'électorat, ce dernier s'était pourtant engagé à ne pas tenir de référendum sur la souveraineté [avant 2022](#). Les électeurs sont restés de glace. Comme on le verra, même les électeurs de QS, parti pourtant ouvertement souverainiste, considèrent la question de l'indépendance comme dépassée. Le PQ semble avoir été le parti de la génération des baby-boomers et il s'éteindra peut-être avec eux.

En somme, il est indubitable que la volonté de changement des électeurs a pris la forme d'un rejet des « vieux partis ».

Les électeurs de la CAQ :

À première vue, pour ce qui est des électeurs de la CAQ, cette volonté de changement paraît assez curieuse, car ils ont appuyé un parti dont le programme s'apparente beaucoup à celui du PLQ. En effet, les deux partis promettaient, pour l'essentiel, une gestion rigoureuse des finances de l'État et des mesures pour assurer le développement de l'économie québécoise. Deux différences essentielles demeuraient cependant.

La première tient au nationalisme autonomiste défendu avec force par la CAQ, lequel s'oppose à l'attachement avéré du PLQ pour le fédéralisme. Ce nationalisme, dépouillée de sa composante d'indépendance nationale, a sûrement plu à l'électorat francophone qui a porté la CAQ au pouvoir.

La CAQ a fort bien compris la lassitude des Québécois pour les débats autour de l'indépendance. Dans un [sondage IPSOS La Presse](#) effectué en mai dernier, 74% des répondants étaient d'avis que « [l]e débat sur la souveraineté du Québec [était] dépassé et ne devrait plus faire partie des enjeux lors de la prochaine campagne électorale. » Cela dit, même si elle a rejeté l'idée d'indépendance nationale, la CAQ a fort habilement récupéré le nationalisme non souverainiste en [promettant d'obtenir](#) « davantage d'autonomie pour le Québec à l'intérieur du Canada et ... une reconnaissance constitutionnelle pleine et entière [du Québec] en tant que nation. » Elle a aussi exploité l'idée d'un nationalisme défensif en jouant la carte identitaire : [interdiction du port de signes religieux \(ce qui vise en fait le voile islamique\), réduction du seuil d'immigration et test de « valeurs » pour les immigrants désireux de s'établir au Québec](#). Cette approche défensive a été [accueillie avec joie](#) par Mario Beaulieu le chef du Bloc québécois à Ottawa, parti qui, depuis quelques années, est en voie de disparition.

L'autre particularité de la CAQ qui a pu intéresser son électorat, c'est non seulement la promesse de gestion efficace figurant dans son programme, mais surtout le recentrement des politiques caquistes sur les intérêts économiques des individus et de leur famille immédiate. Sur ce point la CAQ va plus loin que le PLQ. François Legault, ancien homme d'affaires, répète souvent : « [il faut remettre de l'argent dans le portefeuille des Québécois](#). » La CAQ n'a rien à voir avec un parti de droite à

l'américaine, mais sa mission n'est pas de faire de l'État le pilote d'un projet collectif. C'est aux individus que la CAQ entend s'adresser.

Or il se peut fort bien que ce discours de désengagement de l'État ait plu à une partie de l'électorat. En effet, le sondage précité a montré que 76% des Québécois interrogés considéraient qu'il fallait « diminuer le rôle du gouvernement dans [leurs] vies et faire plus de place aux libertés individuelles », et 63% étaient d'avis que le Québec devait « diminuer la présence de l'État dans l'économie pour laisser plus de place au secteur privé. » Paradoxalement, 73% d'entre eux étaient également d'avis que le Québec devait « investir massivement dans les programmes sociaux (santé, éducation, assistance aux plus démunis), quitte à augmenter les taxes et impôts »!

En somme, c'est probablement l'absence de projet collectif, l'abandon du souverainisme au profit de l'autonomisme, et l'attention portée aux intérêts des individus qui expliquent le succès de la CAQ. Le « moi » a chassé le « nous », et la CAQ l'a bien compris.

Les électeurs de QS

On l'a vu, le PLQ, et la CAQ plus encore, sont des partis de centre droit dominés par une logique d'efficience économique. En outre, tous deux, et tout particulièrement la CAQ, n'avaient à peu près rien à proposer sur la question des changements climatiques. Il s'ensuit que les électeurs préoccupés par cette question et à la recherche d'un courant de gauche ont dû se tourner vers QS. Ce parti [s'affiche](#) comme un parti écologiste, de gauche, féministe, altermondialiste, favorable au pluralisme, et cherchant à faire du Québec un État souverain et solidaire.

En réalité, QS est plus un mouvement qu'un parti, car, par exemple, comme le soulignait le sondage précité, 61% des électeurs de QS estiment que le débat sur la souveraineté est dépassé. Il semble bien que ce parti fédère autour de lui tous les électeurs qui sont préoccupés par les questions environnementales et qui estiment que l'État a encore un rôle à jouer dans le redressement des injustices sociales. Il n'est pas dit cependant que tous ceux qui ont voté pour QS l'auraient fait si ce parti avait eu des chances d'être porté au pouvoir. Son socialisme altermondialiste a parfois quelque chose d'un peu caricatural.

Les jeunes électeurs de 18-35 ans, s'ils sont allés voter, ont probablement joué un rôle dans l'élection de QS, car, [en fin de campagne](#), un plus grand nombre d'entre eux appuyaient ce parti (31%).

Et la souveraineté?

Si le nationalisme n'est très certainement pas mort, le projet souverainiste entendu comme la quête de l'indépendance n'a plus la cote. Cela tient certainement au fait que

le Québec s'est modernisé et épanoui à l'intérieur même de la fédération canadienne. Certains souverainistes, comme l'ancien ministre péquiste Joseph Facal, le reconnaissent. Comment, dans de telles conditions, convaincre la majorité de la population qu'il lui faut chercher son destin ailleurs que dans le Canada? Comment parler de domination, alors que la fédération canadienne demeure aujourd'hui l'une des plus décentralisées, et que le Québec exerce une compétence exclusive sur les matières névralgiques que sont la santé, l'éducation, le commerce intérieur et l'environnement? Enfin, la *Charte de la langue française*, le plus grand héritage laissé par le PQ, s'est avérée un grand succès. Il est vrai que la francisation des immigrants de première génération s'avère difficile, mais leurs enfants vont tous à l'école française et en sortent aussi habiles à maîtriser la langue de la majorité que leurs camarades canadiens-français.

Bref, ironiquement, si l'indépendance n'apparaît plus comme un projet nécessaire, c'est en partie en raison du succès des politiques adoptées par le PQ lui-même au cours des années 1970. Et c'est aussi parce que, faute de susciter l'enthousiasme avec son projet d'indépendance, le PQ s'est tourné vers un nationalisme frileux avec son projet de *Charte des valeurs [québécoises]* en 2013. Ce faisant, il s'est aliéné une partie de son électorat qui s'est tourné vers QS.